



HAL
open science

Les opinions publiques allemandes, britannique et française face à l'Union Européenne

Frédéric Charillon, Gilles Ivaldi

► **To cite this version:**

Frédéric Charillon, Gilles Ivaldi. Les opinions publiques allemandes, britannique et française face à l'Union Européenne. La Lettre de la Maison Française d'Oxford, 1996, 4, pp.52-76. hal-02569493

HAL Id: hal-02569493

<https://hal.science/hal-02569493>

Submitted on 11 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les opinions publiques allemande, britannique et française face à l'Union Européenne

Hypothèses sur le renouveau nationaliste à la veille de la Conférence Intergouvernementale

Tandis que prédominait, depuis les origines de la construction européenne, un consensus populaire implicite sur le bien fondé *a priori* de l'oeuvre des "Pères Fondateurs", la décennie 90 s'est ouverte et poursuivie par des mouvements d'humeur inattendus : dans les sondages, les élections, voire les référendums organisés sur ce thème, les opinions publiques des Etats membres se sont montrées de plus en plus réticentes vis-à-vis de la tournure prise par l'intégration : la victoire du non au référendum danois sur le traité de Maastricht le 3 juin 1992, l'approbation de ce même traité par une très courte majorité (51.04 %) en France le 20 septembre suivant, le score des candidats anti-européens aux élections de 1994, et la progression de la défiance générale vis-à-vis de dossiers tels que la Convention de Schengen ou l'Union Economique et Monétaire, démontrent que l'intégration de Europe de l'après guerre froide sera celle des citoyens ou ne sera pas.

Ce constat, qui a suscité de nombreux commentaires ou essais, doit également donner lieu à des études précises, qui donnent la parole aux citoyens en question : il serait pour le moins paradoxal que le constat d'une trop grande complexité du fonctionnement de l'Europe ne génère que des débats exclusivement théoriques, ou bien, encore et toujours, hautement institutionnels et techniques. L'idée prévaut en effet, d'un pamphlet l'autre ou chez les experts en communication, que la cause majeure de la désaffection citoyenne à l'égard du grand dessein européen provient d'un manque d'information, ou en d'autres termes d'un manque de culture européenne desdits citoyens.

Derrière cette hypothèse, se profile une croyance en forme de méthode Coué : plus les Européens seront informés sur l'Europe, plus ils en soutiendront l'intégration. Et, partant, si les Européens ne veulent pas de l'Europe, c'est parce qu'ils ne l'ont pas comprise. Telle est la logique, dans son aspect le plus caricatural, qui a prévalu dans le cas danois : le Danemark refuse-t-il Maastricht en 1992 ? Que l'on refasse alors la campagne d'explication jusqu'à ce que le oui l'emporte, le 18 mai 1993 !

Notre démarche ici, partira de l'étude statistique des nombreux indicateurs fournis par l'*Eurobaromètre* n°42 de la fin de l'année 1994, pour aboutir, grâce au traitement de ces données, à une hypothèse plus pessimiste : les attitudes anti-européennes qui se renforcent actuellement ne participent pas uniquement d'un simple déficit d'information, produit conjoncturel et nouveau des développements récents de l'intégration, mais bien d'une tendance lourde, profondément ancrée et difficile à réduire : le nationalisme.

Cette crainte, certes à la mode et reprise fréquemment par tous les observateurs, devient un constat lorsque l'analyse se fonde sur des réponses à des sondages détaillés, opinions recoupées entre elles pour isoler les origines des réticences anti-communautaires. Plus encore, en s'appuyant sur des recherches précises, la proposition ouvre la voie à une conséquence majeure, à l'heure où s'ouvre la Conférence Intergouvernementale de 1996, qui affiche clairement comme objectif une information accrue sur le processus d'intégration, comme moyen de rapprocher les citoyens du projet européen : si l'euro-scepticisme, plutôt que de provenir d'un manque d'information, reflète davantage une tendance nationaliste active, prête à se nourrir de tout argument supplémentaire contre la construction européenne, alors l'intensification de l'information communautaire, contrairement au but recherché, risque de produire un effet de saturation, d'exaspération, où tout élément mis à la disposition des partisans anti-Maastricht sera repris par eux, quoi qu'il arrive, dans le sens d'un repli national présenté comme nécessaire face à l'intégration européenne honnie.

Dans un premier temps, nous nous efforcerons de montrer qu'il existe, au moins dans trois des principaux pays de l'Union dont l'attitude conditionnera fortement les chances de réussites des échéances à venir, des univers idéologiques tout-à-fait discernables, producteurs d'attitudes spécifiques à l'égard de l'intégration européenne, en intensité comme en orientation. Nous verrons ensuite que ces attitudes découlent d'un attachement ferme à certains attributs précis de souveraineté nationale, attachement qui va lui-même de pair avec un nationalisme de repli, hostile par nature à tout projet supranational, et aux yeux duquel le manque de transparence des institutions communautaires, le "déficit démocratique" de l'Union ou le manque d'information ne sont que prétextes à l'opposition plutôt que véritables revendications.

Les trois pays retenus pour cette étude sont la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, chacune porteuse d'un projet pour l'Union Européenne, chacune en mesure de bloquer tout progrès en cas de désaccord profond, chacune en proie à un débat vif sur l'Europe et qui compte parmi ses protagonistes des charismes personnels, des partis ou des traditions capables de mobiliser fortement une majorité de l'opinion publique au point de paralyser l'ardeur européenne des gouvernants.¹

Pro et anti-européens : l'existence d'univers idéologiques en intensité comme en orientation

Les attitudes générales des citoyens allemands, britanniques et français à l'égard de l'Europe peuvent être analysées à partir de six questions, sélectionnées parmi la batterie d'interrogations auxquelles ont été soumis les sondés :

- Q22- sur le sentiment d'être "citoyen européen" ;
- Q24- sur l'attitude globale à l'égard de l'intégration européenne ;
- Q25- sur le jugement "bon" ou "mauvais" concernant l'appartenance de son propre pays à l'Union Européenne ;
- Q26- sur le sentiment que son pays a bénéficié ou pas de son appartenance à l'Union Européenne ;
- Q27- sur l'attitude face à un éventuel abandon du projet européen ;
- Q80- sur l'espoir ou la crainte que suscite l'avenir de la construction européenne.

¹ Les résultats présentés portent sur trois échantillons nationaux représentatifs de la population âgée de 15 ans et + : Allemagne (N=2.052), France (N=1.007) et Grande-Bretagne (N=1.351). Ces données ont pu être obtenues auprès de la Banque de Données Socio-Politiques (BDSP) à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble. Nous tenons à remercier tout particulièrement Bernard Bouhet, Bruno Cautrès et Daniel Masson pour nous avoir facilité l'accès à cette enquête et nous avoir transmis les données.

Attitudes générales à l'égard de l'Europe en 1994 en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne

	Ne se sentent pas européens	En faveur d'une plus grande intégration	Considèrent que l'appartenance à l'UE est une bonne chose
France	22.4 %	72.3 %	58.2 %
Allemagne	28.2 %	71.7 %	63.0 %
Grande-Bretagne	49.2 %	59.6 %	42.9 %

	Estiment que leur pays a bénéficié de l'UE	Seraient très affectés par un abandon du projet européen	Placent beaucoup d'espoir dans l'Union
France	42.0 %	44.3 %	9.5 %
Allemagne	51.6 %	46.0 %	10.5 %
Grande-Bretagne	38.4 %	25.2 %	5.1 %

Pourcentages pondérés tenant compte du poids respectif de chaque pays au sein de l'Union Européenne.

Ce premier tableau confirme un ensemble de grandes tendances assez largement connues : a) il existe en Grande-Bretagne une plus grande méfiance vis-à-vis du processus d'intégration, qui conduit la moitié des Britanniques à déclarer ne pas se sentir Européens, tandis qu'à peine 25 % d'entre eux se sentiraient affectés par l'échec définitif de l'Union ; b) s'il reste, au moins en France et en Allemagne, l'idée que l'intégration doit se poursuivre (idée partagée par environ 72 % des personnes interrogées), un dixième seulement (et un vingtième en Grande-Bretagne) attendent véritablement quelque chose de l'Union Européenne, ce qui atteste de l'aspect de plus en plus abstrait des affaires communautaires post-Maastricht aux yeux des citoyens. Lorsque près des trois quarts d'entre eux, de part et d'autre du Rhin, sont favorables à l'intégration, mais 10 % seulement y mettent un espoir, l'hypothèse mérite d'être posée, selon laquelle l'Europe ne serait plus qu'une perspective "politiquement correcte" mais au contenu caduc...

Une remarque d'un autre ordre s'impose ici : la production d'une opinion sur l'Europe se heurte parfois à la difficulté de percevoir les enjeux propres au processus d'unification. Dans une enquête par sondage telle que celle qui est utilisée ici, cette relative opacité se traduit par une plus grande propension à la non réponse chez les individus sollicités. Ainsi, lorsque l'on interroge les citoyens allemands, britanniques et français sur les bénéfices que leurs pays respectifs ont tirés de leur appartenance à l'Union, plus de 15 % d'entre eux choisissent de ne pas répondre. Le taux atteint jusqu'à 22 % en France. De la même façon, la projection dans l'avenir et l'expression d'un espoir ou d'une crainte face à l'évolution future de la Communauté Européenne paraissent susciter une forte incertitude dans

chacune de nos populations d'étude. Les pourcentages de non réponses sont à ce titre significatifs : 17 % en France, 24 % en Grande-Bretagne et jusqu'à 34 % dans l'Allemagne réunifiée. Parce qu'il implique incontestablement une multitude de mécanismes politiques et administratifs complexes, le processus de construction européenne demeure encore, sous certains de ses aspects, difficile à appréhender pour une partie de la population.

Structuration des attitudes à l'égard de l'Europe : les dimensions "pour / contre" et "engagement / indifférence"

Une très grande homogénéité des attitudes relatives à l'Europe apparaît. On observe dans tous les cas de forts liens de corrélation entre les questions définies *a priori* comme relevant d'un univers idéologique pro / anti-européen. En un mot : il existe des ensembles d'opinions qui regroupent des croyances, des représentations et des valeurs structurantes de l'attitude des individus vis-à-vis d'un enjeu tel que l'enjeu européen, à la fois supranational, ouvert et progressif.²

L'analyse factorielle des correspondances multiples (ACM) appliquée à nos six indicateurs apporte des éléments supplémentaires d'information.³ Une première attitude apparaît fortement structurée, à gauche de l'origine sur le facteur 1, par le soutien apporté à l'Union Européenne, la déception déclarée face à une éventuelle dissolution de la Communauté, le sentiment que son propre pays a bénéficié de son appartenance à l'Europe et que cette dernière représente globalement une "bonne chose". Présent également à l'autre extrémité du même axe horizontal, un ensemble d'opinions très négatives vis-à-vis de la construction européenne : opposition renforcée au processus d'unification,

² On observe dans tous les cas des liaisons statistiques significatives entre les indicateurs retenus. Seul le sentiment d'être ou non citoyen de l'Europe, par opposition à une identité définie prioritairement au plan national, apparaît être plus imparfaitement lié au système d'opinions formé par le cœur des attitudes favorables ou défavorables à la construction européenne.

³ L'analyse factorielle est une méthode statistique qui permet de mettre en évidence la structure des écarts à l'indépendance entre les diverses modalités de réponses pour deux ou plusieurs variables sélectionnées. Elle construit des "facteurs" qui aident à rendre compte des corrélations entre les différentes catégories de réponses. En cela, elle représente un outil très performant lorsqu'il s'agit d'identifier des phénomènes de conjonction entre plusieurs formes d'opinions isolées. Pour le cas présent, trois dimensions sont dégagées par l'ACM, qui participent pour 51.6, 15.3 et 6.4 % à l'explication de la variance totale (soit 73.3 % de l'inertie pour les trois premiers axes). Le tableau en annexe présente les contributions relatives des modalités, c'est-à-dire la part prise par chaque catégorie de réponse à la définition des axes ou facteurs.

attitude de défiance, sentiment que l'Europe demeure plutôt une "mauvaise" chose pour son propre pays ou bien encore soulagement affiché quant à l'hypothèse de sa dissolution.

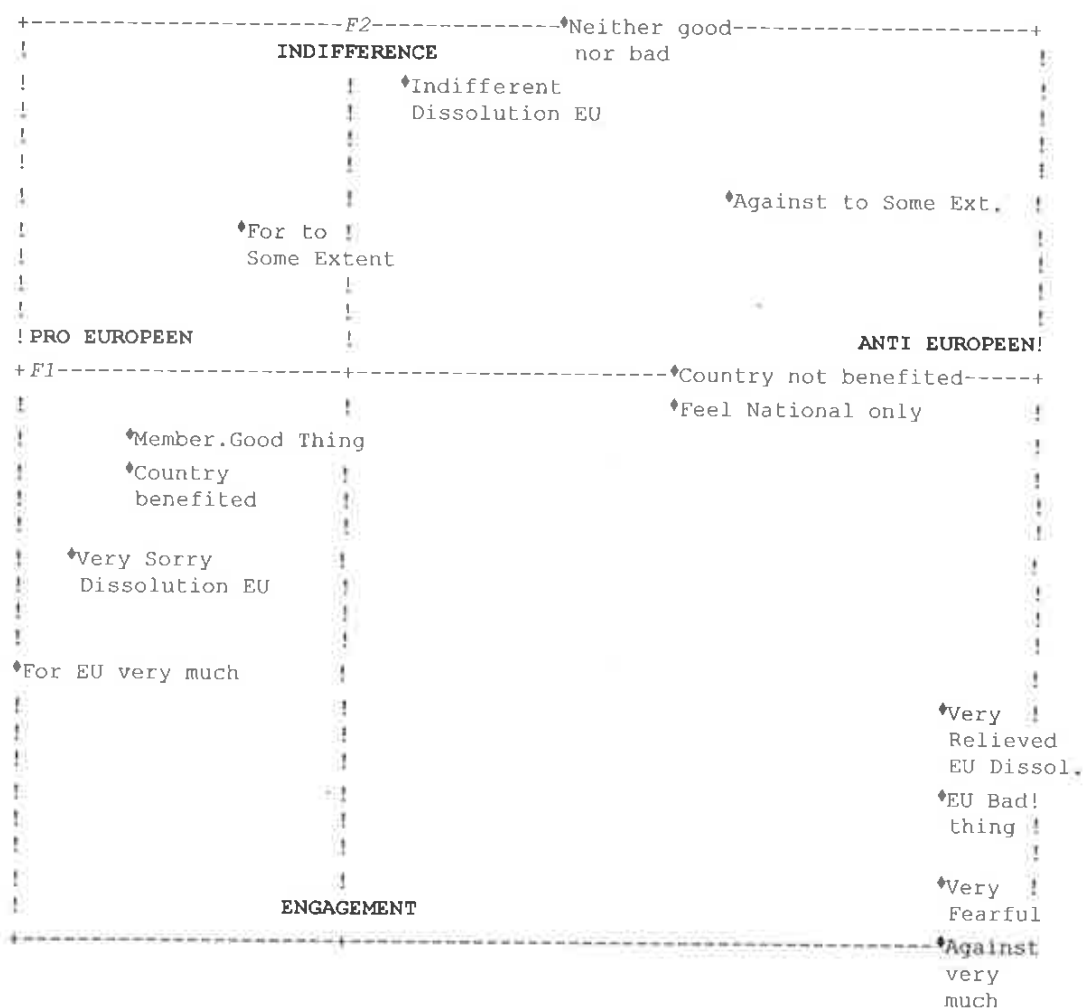
Nous avons donc ici un premier facteur "orientation", qui peut être interprété comme une dimension d'anti ou de pro-européanisme, isolant à son pôle positif les réflexes qui concourent le plus fortement à la spécification d'une forme d'antipathie et de crainte à l'égard de l'unification européenne, et, au pôle inverse, des réponses qui caractérisent plus particulièrement le soutien global à l'Europe et la conviction de son bien-fondé.

L'analyse du second axe - vertical - complète les informations recueillies par l'examen de ce premier facteur. Cette seconde dimension, que nous pourrions qualifier de dimension "intensité", spécifie à la fois l'indifférence et l'engagement (positif ou négatif) à l'égard de la construction européenne. Ce détachement s'oppose très clairement sur l'axe vertical à plusieurs des prises de positions pour ou contre la Communauté qui ont été mentionnées plus haut : soutien sans faille à l'Europe, déception quant à la possibilité de son échec, mais aussi rejet de la dimension européenne, scepticisme ouvertement déclaré, sentiment de la nuisibilité du projet supranational ou soulagement affiché dans le cas d'une dissolution.

On découvre ainsi sur la partie haute de l'axe vertical une configuration d'attitudes peu structurées sur l'Europe, marquées par l'indifférence, la désaffection et probablement la méconnaissance des mécanismes et enjeux de la construction de l'Union. A l'inverse, nous retrouvons au pôle opposé des traits révélateurs d'opinions nettement polarisées, pour ou contre la poursuite de l'unification des nations d'Europe occidentale, mais toujours révélatrices d'un engagement individuel sur la question. Cette seule prise en compte des axes horizontal et vertical permet déjà de spécifier plusieurs univers idéologiques fortement homogènes.⁴

⁴ On notera en outre que l'ensemble des modalités des variables apparaissent parfaitement ordonnées sur l'axe horizontal. Plus encore, les positions respectives des différents caractères sur le graphique dessiné à l'aide des deux premiers facteurs forment une "figure" caractéristique d'un effet "Guttman", ou *Horseshoe*, qui traduit un fort lien entre les modalités des différentes questions constitutives du tableau de données de départ.

Attitudes à l'égard de l'Europe en 1994
Analyse factorielle des correspondances
 (Les noms anglais des attitudes sont extraits des données de l'enquête)



La représentation graphique du tableau de données permet au final de dégager, pour les trois pays confondus, trois sous-espaces distincts d'attitudes. On distingue, dans le quart sud-ouest du plan, une conjonction des opinions engagées et largement favorables à la construction européenne. Ces dernières apparaissent fortement corrélées entre elles.⁵ Le quadrant sud-est abrite pour sa part une résistance très forte à la poursuite du

⁵ L'importance de la part de variance totale dont permettent de rendre compte les deux premiers axes, ainsi que l'éloignement des modalités par rapport à l'origine, attestent de l'intensité de la conjonction observable en termes d'angles formés par les vecteurs représentant les lignes et colonnes du tableau qui se projettent dans cette première zone du graphe. Ces critères se trouvent en outre en situation d'opposition très nette avec l'ensemble des autres modalités actives.

processus européen.⁶ La partie haute du graphe renvoie enfin à un ensemble d'attitudes plus mitigées, principalement caractérisées par l'indifférence à l'égard des enjeux communautaires. Les espaces ainsi constitués par l'analyse des correspondances peuvent être utilisés pour l'étude des opinions relatives à l'Europe.

Opinion de masse et opinion informée

Il apparaît encore que la distinction entre une opinion de masse et une opinion informée représente sans aucun doute un facteur important de structuration des attitudes pro et anti-européennes. Deux dimensions peuvent être appréhendées : d'une part, l'exposition des individus aux médias et la recherche d'information générale ; d'autre part, l'intérêt porté en particulier aux affaires politiques et, plus précisément, européennes.

Sur le premier point, une analyse rigoureuse des données statistiques de l'enquête laisse apparaître un élément relativement nouveau : l'analyse des données de 1994 mises à notre disposition montre clairement l'absence totale d'impact, à la fois du degré d'exposition passive aux médias et de la recherche active d'information *générale* par les individus. Il n'existe en effet aucune corrélation significative entre l'importance accordée à l'information à la radio, à la télévision ou dans les journaux *en tant que tels*, et les attitudes générales vis-à-vis de la construction européenne.

La prise en compte des variables relatives à l'intérêt *pour la politique et à la connaissance même de l'Europe* permet en revanche d'illustrer plusieurs phénomènes. Trois questions traitées dans l'enquête nous ont paru pouvoir être sélectionnées dans ce cadre de réflexion :

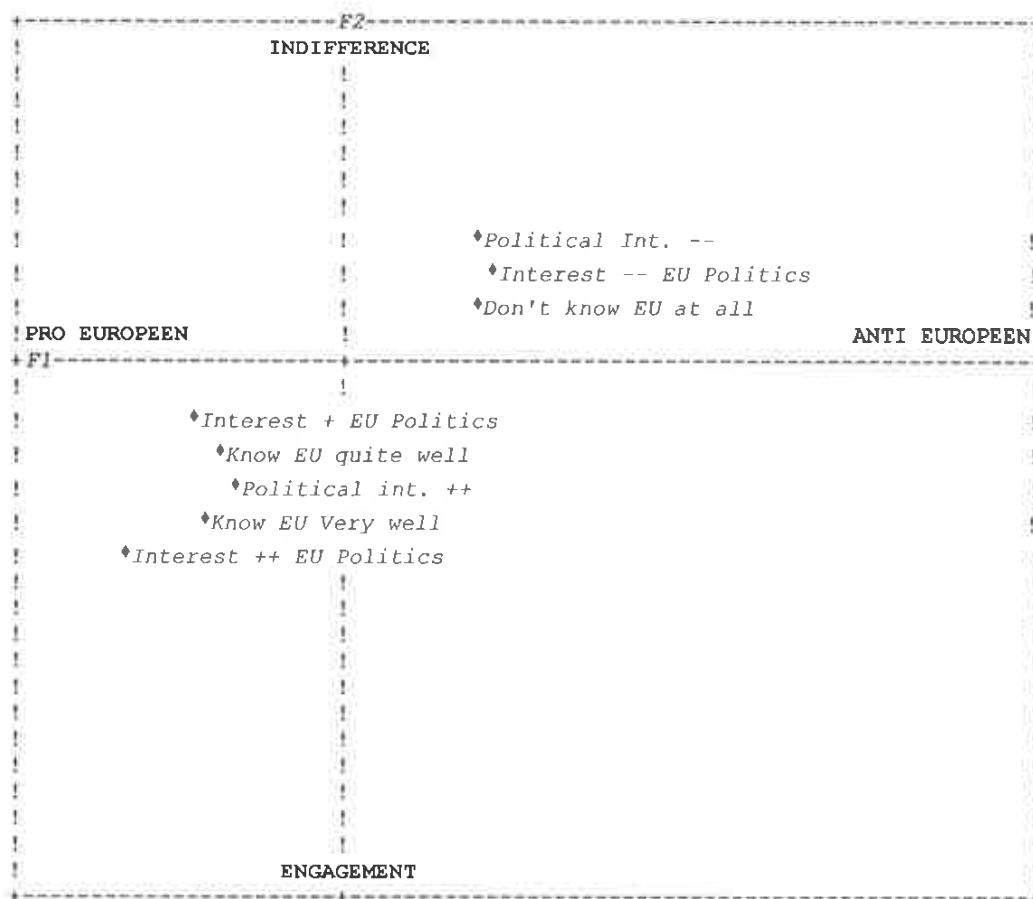
- Q19- l'intérêt déclaré pour la politique ;
- Q20- l'intérêt déclaré pour la politique européenne ;
- Q23- la connaissance générale de l'Europe, telle qu'elle est évaluée par les sondés.

Ces trois indicateurs sont significativement corrélés entre eux et dessinent une forme d'opinion très caractéristique, définie par la maîtrise des schèmes cognitifs de l'espace politique en même temps qu'un sentiment de compétence dans ce domaine particulier. Comme le montre la figure ci-

⁶ On note ici des propriétés identiques en termes de liaisons statistiques observables entre les modalités.

dessous, des liens existent incontestablement entre le degré d'intérêt pour la politique en général, européenne en particulier, et le développement d'attitudes pro ou anti-Union.⁷

*Attitudes à l'égard de l'Europe : opinion de masse et opinion informée.
Analyse factorielle des correspondances
(mapping factoriel, projections en modalités supplémentaires sur facteurs 1 et 2).*



Au regard des projections obtenues et de l'examen des liens statistiques entre les différentes variables, on constate que l'attention plus grande portée aux questions politiques par les individus tend à aller de pair avec le soutien au processus de construction de l'Europe. On peut ainsi observer une conjonction significative de plusieurs critères dans le quart sud-ouest du plan, qui a pu être décrit comme un système culturel organisé,

⁷ Leurs divers critères de réponses sont considérés en tant que modalités supplémentaires, c'est-à-dire simplement placés en projection sans modification des facteurs obtenus à partir de l'analyse des modalités actives. Ces catégories sont automatiquement situées au centre du sous-ensemble de modalités actives dont elles sont le plus proches en termes de corrélation.

régi par les attitudes pro-européennes. L'intérêt déclaré "très fort" pour les affaires politiques de l'Europe ainsi que le sentiment de "très bien" connaître l'Union Européenne en général prennent place auprès des modalités de réponses en faveur de la Communauté.

Si une corrélation s'établit aisément entre la demande d'information sur l'Europe et l'intensité de l'engagement sur la construction européenne, il est plus difficile en revanche de déceler le sens de la relation. Le soutien à l'Europe produit probablement un besoin d'information qui renforce lui-même l'intérêt pour la politique européenne. A l'inverse, la méconnaissance de l'Europe et le manque d'intérêt général pour les politiques communes ne sont nullement liés systématiquement à un rejet fort de l'Union, et semblent plutôt aller de concert avec une certaine indifférence (partie haute du graphe). En d'autres termes, s'il semble bien qu'il faille d'abord connaître l'Europe pour en souhaiter le développement, ou bien en soutenir déjà le projet pour chercher à mieux en découvrir les enjeux, l'absence d'intérêt et de compétence sur les affaires de la Communauté ne paraît pas, en revanche, nécessairement productrice de rejet. Ce qui signifie que le refus de la construction européenne par certaines strates de la population trouve ses motifs ailleurs que dans le simple fait de ne pas posséder les schèmes cognitifs nécessaires à l'appréhension des mécanismes supranationaux. Il s'agit probablement de s'interroger sur les dimensions spécifiquement idéologiques et politiques qui régissent le rapport des citoyens à l'Union Européenne.

Une rapide sociologie du soutien à l'Europe dans nos trois pays confirme d'ailleurs ces premières observations. Si le sexe et l'âge des individus semblent n'avoir qu'un effet très limité sur le développement d'attitudes en faveur de la construction européenne, on note en revanche une influence non négligeable des variables culturelles, relatives à la position sociale des individus. On observe ainsi une croissance significative du soutien à l'Europe avec l'élévation du niveau d'éducation mesuré par l'âge de fin d'études. A l'autre extrémité de l'échelle, l'indifférence à la construction européenne se révèle assez clairement structurée par le faible niveau général d'éducation et se diffuse plus largement auprès de ceux qui n'ont pas fréquenté l'enseignement supérieur. La position sur l'échelle sociale, souvent liée au niveau d'instruction, met en évidence un soutien plus fort au sein des professions supérieures, plus mitigé chez les classes intermédiaires et plus faible chez les ouvriers ou les personnes sans emploi. Ces deux derniers groupes sont surtout caractérisés par un plus grand détachement vis-à-vis des questions européennes.

Au-delà de la situation sociale objective des individus, la façon même de se percevoir sur l'échelle de la société représente une variable importante dans la formation ou non d'attitudes pro-européennes. Si l'on considère notamment le sentiment subjectif d'appartenir à une classe sociale

particulière, il est possible de noter une augmentation du niveau de soutien à l'Union Européenne à mesure que l'on progresse depuis les classes "inférieures" vers les classes les plus élevées. Le jugement pro-européen culmine chez les individus qui se définissent spontanément comme appartenant aux "classes supérieures" Une nouvelle fois, les personnes qui se situent volontairement dans les catégories sociales les plus basses présentent surtout une plus forte attitude d'indifférence aux questions touchant à la construction de l'Europe communautaire.

Ces observations peuvent nous inspirer une question : le manque d'intérêt pour la construction européenne ne rejoint-il pas, au final, la crise actuelle de l'allégeance citoyenne, ou la défiance croissante des individus à l'égard de l'Etat ? Ou, en d'autres termes, la part des citoyens qui restent sceptiques à l'égard de l'intégration européenne participe-t-elle d'une tendance classique de rejet à l'encontre de l'autorité politique, à un moment où le sentiment d'insécurité se généralise et se voit imputé à l'incompétence des machines administratives ? Ou bien l'Europe vient-elle heurter, de façon plus spécifique, un ensemble de croyances, des systèmes de valeurs, des réflexes issus de certains types de socialisation, qui ne peuvent en aucun cas s'accommoder des démarches et des perspectives proposées par le traité de Maastricht ?

Engagement européen et souveraineté nationale

Il semble que cette seconde hypothèse se trouve vérifiée en France, en Allemagne et en Grande-Bretagne par l'enquête de 1994, dans la mesure où une corrélation nette apparaît entre la méfiance à l'égard de l'Europe et une revendication de souveraineté, marquée par l'attachement à certains attributs tels que la monnaie nationale, la défense et la politique étrangère nationales, la maîtrise par l'Etat de la politique d'immigration ou de lutte contre le trafic de drogue.

Attitudes à l'égard des questions de souveraineté en 1994 en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne

	<i>Personnes souhaitant que leur gouvernement national garde le contrôle exclusif des domaines suivants :</i>		
	Défense	Politique monétaire	Politique Etrangère
France	43.9 %	34.2 %	17.9 %
Allemagne	37.3 %	47.8 %	21.4 %
Grande-Bretagne	55.0 %	64.6 %	30.4 %

	Politique d'immigration	Asile politique	Lutte contre la drogue
France	38.1 %	37.5 %	19.4 %
Allemagne	37.7 %	37.7 %	17.4 %
Grande-Bretagne	60.6 %	51.5 %	35.3 %

Attitudes en France, Allemagne et Grande Bretagne à l'égard des implications du Traité de Maastricht dans les domaines suivants :

	Contre la monnaie unique	Contre une Banque centrale européenne	Contre une PESC
France	32.2 %	20.6 %	17.5 %
Allemagne	51.9 %	30.2 %	17.1 %
Grande-Bretagne	57.7 %	36.0 %	26.1 %

	Contre une politique de défense commune	Contre l'union Politique en général
France	13.0 %	14.0 %
Allemagne	11.6 %	12.1 %
Grande-Bretagne	12.6 %	16.2 %

Pourcentages pondérés tenant compte du poids respectif de chaque pays au sein de l'Union Européenne.

Outre la plus grande méfiance britannique, désormais classique, on observe que des opinions publiques qui, globalement, ne sont pas contre la construction européenne, deviennent hostiles à certaines de ses évolutions lorsque celles-ci sont interprétées en termes de perte de souveraineté. Que 52 % des Allemands refusent la monnaie unique, dans la perspective de l'Union Economique et Monétaire - réticence encore renforcée au cours de l'année 1995 -, alors que 72 % d'entre eux affirment approuver l'unification d'un point de vue général, nous amène à nous interroger sur les origines réelles de l'euro-scepticisme. La résistance, ici, reflète une véritable revendication politique, et non un vague sentiment d'insatisfaction, à l'égard par exemple d'un manque d'information sur les mécanismes institutionnels.

Toutes les questions mentionnées ci-dessus appartiennent à un même univers d'attitude. L'examen de leurs liens de corrélation met en évidence dans tous les cas des liaisons statistiques significatives. L'existence de telles relations autorise la construction d'un indice synthétique par addition des attributs d'attachement à la souveraineté tels qu'ils apparaissent dans ces divers indicateurs.⁸ On obtient ainsi une variable de synthèse pouvant varier du score 0 (aucun attribut de souveraineté revendiqué) à 11 (cumul des onze réponses allant dans le sens d'une attitude de défense de la souveraineté nationale). La moyenne observable pour l'ensemble de notre échantillon français, allemand et britannique s'élève à 3.51. La moyenne la plus faible est observable en France (2.88). L'Allemagne occupe une position intermédiaire avec un score moyen de 3.22. C'est enfin en Grande-Bretagne que le degré d'attachement à la souveraineté nationale semble être le plus élevé puisque les personnes interrogées y cumulent en moyenne près de 5 attributs de souveraineté (4.46).⁹

Cette attitude d'attachement à la souveraineté nationale est partout nettement liée au refus du projet européen. Le tableau ci-dessous présente les scores moyens d'indice obtenus pour chaque catégorie d'attitude générale à l'égard de l'Union Européenne. Dans tous les cas, on observe une croissance régulière du score moyen d'attachement à la souveraineté à mesure que décroît le soutien apporté à l'Union (de 1.87, par exemple, pour les personnes se déclarant "tout à fait favorables" à l'intégration européenne, jusqu'à 6.94 pour celles qui s'y disent "totalement opposées").

⁸ On constitue ici un indice de type cumulatif simple (méthode de Likert) pour lequel on comptabilise les réponses allant dans le sens d'une volonté de défendre la souveraineté nationale contre un projet européen. Il s'agit du choix des modalités "gouvernement national" pour les questions relatives à l'attribution des responsabilités en matière de politique de défense, de monnaie, d'affaires étrangères, de politique de l'immigration, du droit d'asile ainsi que de la lutte contre la drogue. Sont également considérées les réponses "contre" des questions touchant au Traité de Maastricht, à savoir "contre" une monnaie unique, une Banque centrale, une politique étrangère et une politique de défense communes. On tient compte enfin du choix de la modalité "pays souverains" pour la question concernant les souhaits exprimés par les interviewés en matière d'organisation future de l'Union Européenne.

⁹ L'examen des variances obtenues pour l'indice dans chacun de nos trois pays montre parallèlement la disparité de l'attachement à la souveraineté dans les opinions publiques.

France	Variance = 6.3
Allemagne	Variance = 7.1
Royaume-Uni	Variance = 7.8

A l'évidence, les moyennes obtenues masquent partiellement la dispersion des réponses et l'existence d'une forte polarisation des positions. Les variances observables traduisent, si besoin était, la réalité de divergences de vues profondes entre les citoyens d'une même nation lorsqu'il s'agit des questions touchant à la souveraineté.

*Attitudes à l'égard de l'Europe et attachement à la souveraineté nationale
(scores moyens) Allemagne, France et Grande-Bretagne, 1994*

Sentiment d'être un citoyen européen		En faveur de l'intégration		Sentiment que l'UE est profitable	
Sentiment national seulement	5.01	Très favorable	1.87	Très profitable	2.46
Sentiment national puis Européen	2.87	Relativement favorable	2.98	Ni l'un ni l'autre	4.08
Sentiment Européen puis national	2.50	Relativement Contre	5.05	Préjudiciable	6.41
Européen seulement	2.28	Tout à fait contre	6.94		

Estiment que le pays a profité de l'appartenance		Regretteraient l'échec de l'UE		Crainte ou espoir suscités par l'UE	
A profité	2.63	Beaucoup	2.07	Espoir fort	1.71
N'a pas profité	4.75	Indifférent	3.73	Espoir modéré	2.71
		Seraient soulagés	6.34	Crainte modérée	4.65
				Forte crainte	6.76

Résultats pondérés tenant compte du poids respectif de chaque pays au sein de l'Union Européenne.

D'une façon générale donc, le rejet de l'Europe est fortement subordonné au désir de préserver la souveraineté nationale dans un certain nombre de domaines. Ces divers résultats corroborent assez largement les remarques formulées précédemment quant à la logique proprement politique et idéologique qui paraît sous-tendre les attitudes vis-à-vis de la construction européenne. L'hostilité à l'intégration ne provient que très partiellement d'une méfiance à l'égard de l'opacité des procédures ou de leur éventuelle complexité. Tout au plus ces arguments peuvent-ils s'ajouter au véritable facteur structurant de l'attitude anti-européenne : une forte revendication de souveraineté nationale, et une volonté de ne renoncer à aucun attribut d'indépendance. Cette tendance participe d'un phénomène bien connu des politologues, et dont l'enquête de 1994, à partir de données précises, confirme la résurgence : le nationalisme.

L'hypothèse nationaliste

Si l'on admet cette idée selon laquelle les représentations de l'Europe et les attitudes vis-à-vis de l'unification européenne dépendent très largement de facteurs idéologiques et politiques, la dimension nationaliste représente sans aucun doute un champ privilégié d'exploration. On vient de souligner l'importance de l'attachement à la souveraineté nationale dans la structuration des opinions sur la Communauté. Ce premier aspect correspond vraisemblablement à la partie observable d'imaginaires collectifs plus profonds, dont le nationalisme constitue un élément central. Quatre tests sont mis à notre disposition par l'enquête européenne de 1994, qui peuvent à notre sens participer d'un univers symbolique dominé par le repli sur l'espace national :

- Q14- la fierté d'être citoyen de son pays ;
- Q17- la justification de cette fierté au nom du devoir de citoyen ;
- Q22- le sentiment d'être avant tout un citoyen de son pays ;
- Q36- la crainte de voir l'unification européenne conduire à une perte d'identité nationale.

Ces quatre variables apparaissent significativement corrélées entre elles.¹⁰ Un indice cumulatif peut donc être envisagé sur la base des liaisons statistiques observables entre plusieurs des catégories de réponses : fierté d'être citoyen de son pays, définition du sentiment patriotique comme un "devoir" pour chaque membre de la communauté nationale, revendication d'une identité nationale avant toute chose et crainte exprimée d'un effet néfaste du processus de construction européenne sur l'identité nationale.¹¹

Le choix même des items constitutifs de l'indice de nationalisme nous amène à dire quelques mots sur la nature de cette variable synthétique. A l'évidence, les catégories de réponses retenues attestent du caractère fortement discriminant de ce nouveau critère de classification. Le nationalisme qui est mesuré ici ne peut prétendre, loin s'en faut, incarner les formes multiples et variées de valorisation de la nation dans son ensemble. Il s'agit là d'un *nationalisme fermé*, exclusif et largement dominé par les

¹⁰ Une analyse factorielle des correspondances leur est appliquée, dont nous ne livrons pas le détail ici. L'ACM montre notamment l'existence de forts liens de corrélation entre les modalités les plus significatives du repli nationaliste pour les quatre indicateurs pris en considération. Ces catégories participent de façon significative à la définition du premier facteur (49 % de la variance expliquée) et se trouvent en situation très nette de conjonction dans le quart nord-est du plan constitué par les deux premiers axes.

¹¹ Chacune de ces réponses est définie comme un attribut de nationalisme. Leur cumul permet d'obtenir pour chaque interviewé un score global variant entre 0 et 4. Pour des raisons d'effectifs, les scores 3 et 4 de l'échelle sont regroupés.

thèmes du conservatisme politique. La présence de modalités relatives au nationalisme comme "devoir", ou à la crainte d'une perte de l'identité nationale, concourent très largement à dessiner la configuration idéologique d'un nationalisme frileux, replié sur lui-même, qui pense la nation comme une donnée organique, immuable et devant être protégée contre toute influence extérieure.

Quelques exemples suffisent à attester de cette nature particulière de notre variable de nationalisme. En premier lieu, on constate un fort lien de corrélation entre le degré de nationalisme tel qu'il est mesuré par notre échelle, et la propension au rejet des immigrés.¹² Ensuite, l'examen conjoint de l'auto-positionnement des répondants sur l'échelle gauche-droite¹³ révèle que les scores importants de nationalisme se situent pour une grande part à droite sur l'axe des positions politiques tandis que les niveaux les plus faibles se retrouvent en majorité au centre et à gauche. Si l'on considère enfin la famille idéologique à laquelle les personnes interrogées pour l'enquête choisissent de se référer en priorité, on note plusieurs différences significatives. Les scores les plus bas sur l'échelle de nationalisme se trouvent en majorité chez les catégories de personnes qui se déclarent proches du socialisme, de la social-démocratie, de l'écologie et, dans une moindre mesure, du libéralisme. A l'inverse, les niveaux les plus élevés de l'indice de repli sur l'espace national se distribuent majoritairement dans la famille conservatrice et au sein de la droite dure.¹⁴

Ainsi précisée comme l'occurrence d'une conception communautaire, organique et exclusive de la nation, notre variable d'étude peut être mise en perspective avec les questions relatives à l'Union Européenne. On a suggéré plus haut que le nationalisme devait très vraisemblablement constituer un des principaux éléments structurants de la revendication de souveraineté et, partant, d'un certain refus du projet d'intégration européenne. Son influence se constate aisément, effectivement, dans tous les cas.

¹² Le niveau de xénophobie augmente de façon nette à mesure que l'on progresse vers les scores élevés de nationalisme : ainsi, 33 % des personnes qui obtiennent un score 0 sur l'échelle de nationalisme déclarent qu'il y a "trop d'étrangers dans leur pays" contre respectivement 54, 64 et 75 % pour les interviewés qui possèdent un score 1, 2 et 3 sur l'indice constitué.

¹³ On utilise ici une échelle gauche-droite simplifiée en quatre positions (gauche, centre, droite, refus de se placer sur l'axe politique).

¹⁴ Il aurait été naturellement très intéressant de pouvoir mobiliser pour le cas présent un indicateur d'identification politique plus fin tel que le vote aux élections européennes de juin 1994 ou la proximité partisane. Malheureusement, à l'heure où nous rédigeons, les questions de l'Eurobaromètre 42 relatives aux comportements politiques des individus demeurent encore sous embargo de la Commission et ne sont donc pas directement accessibles via les banques de données internationales.

Un examen de la distribution du sentiment nationaliste dans chacun de nos trois pays permet d'éclairer les disparités mises en évidence antérieurement. Les différences s'établissent principalement sur les scores extrêmes de l'échelle (cf. tableau ci-dessous).¹⁵ Si l'Allemagne se révèle peu encline au nationalisme de repli (14.3 % des personnes interrogées obtiennent là un niveau supérieur ou égal à 2 sur notre indice), et si ce nationalisme exclusif ne regroupe que 20 % des répondants en France, la Grande-Bretagne se distingue une nouvelle fois par sa plus grande propension au développement d'attitudes de retrait sur l'endogroupe national : seuls 32 % des sujets de Sa Majesté font montre d'un sentiment faiblement nationaliste, tandis que près de 39 % d'entre eux laissent apparaître une plus grande prédisposition à une ouverture identitaire vers le continent.

Nationalisme en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne, 1994

Pays	Scores de nationalisme		
	Score 0	Score 1	Score 2-4
France	50.1 %	30.0 %	20.0 %
Allemagne	59.7 %	26.0 %	14.3 %
Grande-Bretagne	32.1 %	29.0 %	38.9 %

Pourcentages pondérés tenant compte du poids respectif de chaque pays au sein de l'Union Européenne.

L'attachement à la souveraineté se révèle également très étroitement subordonné à la prise en charge symbolique par les individus de cette représentation nationaliste "étroite" que nous avons tenté de dégager du corpus de données. Les scores obtenus par les individus sur l'indice de souveraineté évoluent très nettement avec le degré mesurable de nationalisme. Au niveau 0 de l'échelle de repli national, le score moyen d'attachement à la souveraineté s'élève à 2.44. Il passe respectivement à 3.81 et 4.94 pour les scores 1 et 2 de l'indice de nationalisme, pour culminer à 6.05 lorsque l'on considère le barreau le plus élevé de l'échelle (score 3). Nous notons bien sûr que l'on retrouve, dans l'étude de l'indice de nationalisme tel que nous l'avons construit, la spécificité britannique déjà forte en ce qui concerne la défiance vis-à-vis du processus de construction européenne.

¹⁵ Nous regroupons pour des commodités de lecture les scores à partir du degré 2.

D'où ce dernier point, sans doute le plus important pour notre propos : la propension au repli nationaliste oriente très fortement les attitudes négatives à l'égard de l'Union Européenne. 87 % des personnes qui font preuve d'un sentiment d'ouverture (score 0 sur l'échelle du nationalisme de repli) manifestent leur soutien au processus d'intégration. Ce pourcentage décline régulièrement à mesure qu'augmente le niveau de nationalisme, pour atteindre à peine 44 % chez les individus caractérisés par un haut degré de retrait sur l'espace national. De la même façon, seuls 22 % de ces derniers estiment que l'appartenance de leur pays à l'Union représente plutôt une "bonne chose", contre 71 % chez ceux qui témoignent d'un faible attachement à la communauté nationale. Le jugement sur le profit tiré d'une participation à l'Europe se révèle aussi très largement influencé par la présence ou non d'attitudes nationalistes. Si 68 % des personnes interrogées présentant un faible degré de repli sur le national déclarent volontiers que leur propre pays a bénéficié de son intégration à l'Union, seuls 20 % des plus nationalistes émettent une opinion similaire. La perspective d'une dissolution éventuelle ou d'un échec définitif de l'Union émeut à peine 7 % de ces interviewés, contre 58 % des moins nationalistes au sein de notre échantillon allemand, français et britannique. Enfin, les espoirs et les craintes suscités par la poursuite du processus d'intégration se modifient profondément sous l'influence des sentiments nationalistes préexistants. L'euroscpticisme réunit 69 % des "ultra" (score 3) contre 18 % seulement des individus qui possèdent un faible score sur l'échelle de retrait national. L'ensemble de ces résultats le démontre : toute entreprise de recherche des facteurs d'opposition à l'Europe se doit impérativement d'interroger les configurations idéologiques nationalistes à l'oeuvre dans les opinions publiques, tant ces aspects paraissent dominer la structuration des attitudes face aux enjeux de la construction européenne.

Les chances de l'Europe communautaire, ou comment faire adhérer les citoyens au projet de l'Union

Si l'euroscpticisme provient véritablement d'attitudes profondes, participant d'une culture nationaliste fortement ancrée, que penser alors de la croyance selon laquelle une pédagogie de l'Europe, un travail d'information et de transparence sur les affaires communautaires, permettra de rallier les citoyens au projet européen ? Une hypothèse de prudence nous semble être de mise ici : a) une meilleure information sur l'Union Européenne n'aura pas les mêmes effets sur tous les citoyens ; b) en effet, si certains d'entre eux - les plus hésitants - peuvent peut-être se réconcilier

ainsi avec un projet européen qui leur paraît lointain et complexe (résultat qui rendrait l'effort d'information envisagé effectivement nécessaire), d'autres - les plus nationalistes -, par un effet pervers qui nous apparaît désormais clairement, risquent de se braquer encore plus contre l'intégration, à mesure qu'ils se sentiront harcelés par ce qu'ils estimeront être une "propagande" extérieure.

Il n'est sans doute pas totalement erroné, pourtant, de penser que le succès du processus d'intégration européenne passe par l'information, la transparence et la diffusion d'éléments de connaissance de l'Union, pour faire pencher les indécis vers une plus grande conviction européenne. Les enquêtes *Eurobaromètres* s'attachent régulièrement à prendre le pouls de l'opinion publique des pays membres et accordent une importance toute particulière aux effets de la communication en matière de mobilisation en faveur du projet de construction européenne. Deux questions nous ont paru particulièrement intéressantes à cet égard : la satisfaction exprimée par les répondants, d'une part, sur le fonctionnement de la démocratie au sein de l'Union (Q21) ; en second lieu, la demande par les citoyens européens de plus d'information sur l'Europe en général (Q31).

Le jugement global sur la bonne santé de la démocratie européenne se révèle dans l'ensemble de nos trois pays assez mitigé et plutôt négatif. Seules 36 % des personnes interrogées en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne se déclarent "très satisfaites" ou "plutôt satisfaites" de la façon dont les règles démocratiques sont appliquées au sein de l'Union. A l'inverse, 49 % des interviewés font preuve d'un jugement plus tranché en défaveur de la démocratie européenne en se disant "plutôt" ou "très mécontents". L'importance numérique des non réponses (15 %) tend à montrer une nouvelle fois la difficulté pour une partie de l'opinion à percevoir les enjeux relatifs à la bonne marche démocratique en Europe et à produire un jugement sur des processus administratifs et décisionnels qui paraissent très largement étrangers. Une observation détaillée par pays confirme ces premiers résultats : c'est encore en Grande-Bretagne que le jugement est le plus négatif sur la démocratie au sein de l'Union.

Qu'en est-il de la demande d'information sur l'Union européenne ? L'examen des données fait apparaître, au sein des opinions publiques, une distribution en trois groupes d'égale importance : 33 % des personnes interrogées disent vouloir "beaucoup plus" d'information sur la question ; 39 % réclament "un peu plus" d'information ; 28 % enfin se déclarent satisfaits de ce qu'ils connaissent déjà de l'Europe et ne semblent pas en situation d'attente en la matière. Une spécificité nationale doit être ici soulignée. L'appel à une intensification de la communication dans le domaine des affaires européennes apparaît plus faiblement exprimé en Allemagne (27 %) contre 40 % en France et 38 % en Grande-Bretagne. L'opinion publique allemande semble se contenter plus volontiers des

connaissances qu'elle possède déjà puisque 33 % des citoyens outre-Rhin disent s'accommoder de ce qu'ils savent, contre 19 % dans l'hexagone et 22 % au Royaume-Uni.

Deux hypothèses peuvent être émises au vu de ces résultats.

1- Plus les citoyens sont sceptiques, plus ils réclament de l'information sur l'Union Européenne (les 33 % les plus demandeurs d'information seraient ainsi les plus sceptiques), et alors une campagne de sensibilisation aux différents projets européens pourrait être de nature à les convaincre. Dans cette hypothèse, les 28 % qui sont les moins demandeurs d'une telle information seraient également les plus pro-européens, et leur attitude refléterait dans ce cas une relative satisfaction à l'égard de la clarté des enjeux européens. Mais il est frappant de constater que les Britanniques - qui sont les plus sceptiques - sont moins demandeurs d'information que les Français, dont presque les trois quarts approuvent globalement la construction européenne.

2- D'où une seconde hypothèse possible : la non-demande d'information sur l'Union Européenne ne reflète pas uniquement une satisfaction à l'égard de l'information déjà disponible, mais aussi, pour une part significative, un refus d'entendre parler davantage de l'Europe de Maastricht. Parmi les 19 % de Français ou les 22 % de Britanniques qui s'accommodent des éléments déjà à leur disposition, l'on trouverait en fait les individus dont les tendances anti-européennes ne supporteraient déjà plus aucune tentative de dialogue sur ce sujet. Les positions seraient alors déjà campées, entre ceux qui sont acquis à la cause européenne (sans entrer plus avant dans les détails concernant les modalités de l'intégration) et ceux qui ont définitivement décidé qu'ils étaient hostiles à cette même cause. Restent alors les indécis, qui demeureraient les seuls enjeux d'une éventuelle campagne de clarification.

Les chances de convaincre les personnes encore perplexes peuvent être appréhendées - certes de façon générale - par l'analyse des liens entre, d'une part, le soutien apporté au processus d'intégration et, d'autre part, la demande par les individus de plus d'information à ce sujet.¹⁶ Sur l'ensemble de l'échantillon représentatif des opinions publiques allemande, française et britannique, l'examen croisé de ces deux variables suggère quelques pistes

¹⁶ On retient ici la question portant sur l'attitude face à un éventuel échec définitif de l'Union européenne comme caractéristique du positionnement des interviewés vis-à-vis des questions européennes générales. L'analyse factorielle avait montré que les trois modalités de cet indicateur participaient très activement à la définition des deux premiers axes opposant les pro aux anti-européens (facteur 1) et l'opinion engagée aux indifférents (facteur 2).

concernant les effets possibles d'une accentuation de la communication en matière d'affaires européennes. Le prosélytisme semble la solution réclamée par les plus engagés dans la défense de l'Europe, pour sauver l'intégration de celle-ci. Près de 84 % d'entre eux réclament "beaucoup" ou "un peu plus" d'information et témoignent par là même de leur conviction que la réussite du projet européen passe par la transparence et la communication. Ce premier groupe d'acteurs très mobilisés représente 35 % au total de notre échantillon. A l'inverse, l'intensité du rejet de l'Europe, qui transparaît chez les interviewés qui se déclarent "très soulagés" à l'évocation d'un échec de l'Union, laisse à penser que toute politique de communication se heurte inmanquablement ici à une attitude de refus déjà fortement structurée idéologiquement. Quand bien même ces individus "réfractaires" réclament pour 62 % d'entre eux "beaucoup" ou "un peu plus" d'information sur l'Europe, il est probable qu'il s'agit davantage d'une revendication à l'encontre de l'opacité et de la complexité de la "bureaucratie" communautaire que d'une volonté affichée de dire sa disposition à changer d'avis sous le simple coup d'une meilleure information et d'une plus grande clarté. On a souligné ce point essentiel plus haut : la contestation anti-européenne est profondément mue par des configurations idéologiques recentrées sur la nation et la souveraineté et il semble fort peu probable qu'une campagne de communication puisse véritablement modifier de façon substantielle un système d'attitudes si étroitement structuré.

Pour ce qui concerne le marais des hésitants - ceux qui ne se prononcent pas quant à l'éventualité d'une dissolution de l'Union -, la situation est sans doute différente. L'enjeu dominant d'une stratégie de communication au niveau supranational porte naturellement sur cette catégorie d'acteurs peu impliqués, situés à la croisée des chemins et aptes à basculer tout aussi bien dans le soutien ou le rejet du projet européen. Soixante-treize pour cent des indifférents revendiquent "beaucoup" ou "un peu plus" d'information. N'étant pas mus par une hostilité *a priori* contre l'Union Européenne, ces citoyens peuvent être ralliés à la cause communautaire si la clarification qui compte parmi les objectifs de la conférence Intergouvernementale de 1996 les satisfait. A l'inverse, on peut aisément imaginer qu'une conférence décevante succédant à un tapage médiatique qui aurait laissé entrevoir des avancées significatives, aurait des résultats désastreux en termes d'image de l'Union Européenne sur ces mêmes individus.

Quelques remarques finales

Une première remarque concerne la possibilité d'agir "par le haut" sur les opinions publiques. De la même manière que les tentatives effectuées pour présenter l'Europe comme une sorte de refuge contre la mondialisation ont échoué - les opinions publiques ayant largement interprété la construction européenne comme une manifestation de cette mondialisation -, une campagne d'information ou un débat sur les institutions européennes risquent de provoquer un certain nombre d'effets pervers, évoqués plus haut. L'ouverture d'un débat de fond sur une question qui faisait l'objet d'un consensus latent se solde souvent par l'exacerbation des oppositions, via un réflexe d'exaspération. On l'a vu en France avec le référendum sur Maastricht, et il n'est jusqu'au thème de la Révolution Française qui n'ait suscité d'agacement au moment de la célébration de son bicentenaire... Qui plus est, le débat tel qu'il ressort du traitement médiatique insiste sur des étapes présentées comme décisives, mais qui risquent fortement de décevoir jusqu'aux Européens les plus convaincus : la conférence de 1996, tout comme le choix en 1998 des pays "qualifiés" pour l'Union Economique et Monétaire ont de fortes chances de ne pas être les moments de décision définitifs que l'on attend. Dans ce cas, tout effort de "pédagogie de l'Europe" serait contre-productif, en produisant davantage d'irritation ou de déception qu'il ne suscitera de compréhension ou d'intérêt.

Sous un angle de vue psycho-social, il importe de rappeler quelques caractéristiques propres aux systèmes d'attitudes, qui tendent à relativiser fortement la capacité d'impact positif d'une campagne d'information sur un changement d'opinion. Les conduites individuelles sont à regarder comme des réactions à l'environnement, médiatisées par des systèmes culturels organisés. La capacité de l'individu à attribuer un sens au message politique repose sur un ensemble d'affinités plus ou moins conscientes entre l'émetteur et le récepteur. La recherche des significations exige de pénétrer dans le "monde propre" du destinataire. La représentation se définit alors comme une forme spécifique de connaissance et d'appréhension du réel, une grille de lecture collectivement élaborée et partagée. Elle est une vision essentiellement subjective et sociale de la réalité.¹⁷ Dans le cas qui nous intéresse, l'identification de structures

¹⁷ Les objets extérieurs sont évalués, sélectionnés et catégorisés en fonction des sollicitations, des investissements du milieu social et des systèmes idéologiques individuels préformés. Les attitudes offrent à l'individu la possibilité de se constituer un cadre de référence simplifié, indispensable au classement des expériences nouvelles. En cela, elle est un outil utile à la compréhension et remplit une fonction d'économie cognitive : le traitement par le sujet des nouveaux objets du réel se fait par un système établi de catégories. Un effet de simplification et de schématisation s'observe, qui conduit l'individu à privilégier les similitudes dans le but

idéologiques fortes laisse à penser que toute tentative de persuasion via le message politique européen peut se heurter chez les plus nationalistes à une résistance au changement d'attitude, au phénomène de *construction sélective* qui pousse les individus à réinterpréter le réel en fonction de catégories mentales préétablies.

Une seconde interrogation porte sur la relation entre nationalisme et intégration européenne, qui oblige les décideurs chargés de formuler les lignes directrices de l'Union à s'expliquer sur les objectifs véritables d'une telle entreprise. Veut-on intégrer des politiques, des intérêts nationaux, ou bien, dans une ambition beaucoup plus vaste, des identités ? Si l'objectif est de renforcer, chez les citoyens des Etats membres, le sentiment d'une identité européenne, force est de constater que la clarification du fonctionnement des politiques communes ne sera pas suffisant pour vaincre des réticences qui se situent sur un terrain plus complexe, parce que miné par des résistances culturelles profondes. La technique du "*spill-over*" semble avoir échoué en effet, qui consistait à faire naître, à partir de l'intégration de politiques communes, le sentiment d'intérêts nationaux partagés, lequel devait aboutir à la conscience d'une identité commune. C'est la spirale négative inverse qui menace de se déclencher aujourd'hui : le renouveau du nationalisme et de la revendication particulariste en Europe - y compris en Europe occidentale et non, comme on tend parfois à le faire croire, dans la seule Europe centrale - nuit à la perception d'intérêts communs, et, en renforçant l'attachement à des attributs de souveraineté tels que la monnaie nationale, la politique étrangère nationale etc., remet en cause jusqu'aux politiques communes que l'on croyait entérinées dans le "premier pilier" par le traité de Maastricht : nous voyons bien monter aujourd'hui, la critique des réformes récentes de la politique agricole commune, ou des dispositions communautaires sur la concurrence.

Troisièmement, il nous faut revenir sur le sens du lien entre le degré d'information des individus et leur attachement à une cause commune. Ce lien est-il spécifique lorsqu'il s'applique à une entreprise supranationale de la nature de l'Union Européenne ? Le schéma gaxien du "cens caché",¹⁸ où les citoyens les moins intéressés, ou les moins compétents, s'excluent d'eux-mêmes de la vie politique nationale en s'abstenant lors des élections ou en ne participant pas au débat public, ne se retrouve pas forcément à l'échelle européenne. Chez Daniel Gaxie, une telle mise à l'écart des "marginiaux" du système empêche la remise en cause de celui-ci. Dans le cas de la construction européenne, la perception d'une trop grande complexité des enjeux pourrait bien produire plus d'hostilité à la cause des

d'intégrer aisément l'objet aux structures existantes. La plupart du temps, co-agissent en outre des effets de masque, d'accentuation ou de ré-élaboration figurative qui génèrent, à terme, une distorsion signifiante par rapport à l'objet initial.

¹⁸ Daniel GAXIE, *Le Cens Caché*, Seuil, 1978.

"pères fondateurs" que de silence passif. Dans un cas, cette complexité des enjeux entraîne pour les exclus une sortie de la politique nationale (*l'exit*, au sens d'Hirschmann), dans l'autre, elle provoquerait leur irruption dans les affaires communautaires (le *voice*, toujours dans la typologie), via des revendications de transparence et de clarification.

Nombreux sont les facteurs qui peuvent encore changer radicalement la perception de l'Union Européenne par ses citoyens. Une avancée radicale, ou à l'inverse un revers important, dans des domaines tels que l'Union Economique et Monétaire, la coopération policière ou la politique étrangère commune, peuvent peser de façon positive ou dramatique sur l'attitude des opinions publiques.

Frédéric CHARILLON et Gilles IVALDI

Annexe

Le tableau ci-dessous présente les résultats détaillés de l'analyse des correspondances utilisée dans la première partie de l'article. On trouvera, pour les modalités des six questions impliquées dans l'ACM, les contributions relatives aux trois premiers facteurs (CPF) ainsi que les coordonnées factorielles (pour des raisons de clarté, on ne retient ici que les modalités dont la contribution est supérieure à la moyenne, c'est-à-dire 1.000 divisé par le nombre de modalités actives). Nous donnons en outre la valeur propre et la part de variance expliquée par chacun des axes.

*Attitudes à l'égard de l'Europe en 1994 (Allemagne, France et Grande-Bretagne) :
analyse factorielle des correspondances*

(modalités actives de contribution supérieure à la moyenne).

FACTEUR 1			FACTEUR 2			FACTEUR 3		
Modal.	CPF	Coor	Modal.	CPF	Coor	Modal.	CPF	Coor
Q22_1	68	649	Q24_1	76	-467	Q22_4	59	-428
Q24_1	52	-711	Q24_2	52	255	Q24_1	102	-351
Q24_3	54	808	Q24_4	107	-915	Q24_2	141	274
Q24_4	76	1420	Q25_2	92	-642	Q24_3	183	-527
Q25_1	73	-515	Q25_3	162	608	Q24_4	63	457
Q25_2	109	1286	Q27_1	51	-282	Q80_1	119	-583
Q26_1	60	-504	Q27_2	177	524	Q80_2	64	193
Q26_2	83	685	Q27_3	74	-534	Q80_3	78	-316
Q27_1	80	-648	Q80_4	67	-816			
Q27_3	122	1262						
Q80_4	54	1351						
Valeur propre 0.37			Valeur propre 0.11			Valeur propre 0.04		
Var. Exp. 51.6 %			Var. Exp. 15.3 %			Var. Exp. 6.4 %		